Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 20 avril 1960, d'une demande d'avis sur un projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, en ce qui concerne les revenus de biens immobiliers", donné le 18 mai 1960 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 20e april 1960 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de samengeordende wetten betreffende de inkomstenbelastingen en de nationale crisisbelasting, wat de inkomsten van onroerende goederen betreft", heeft de 18e mei 1960 het volgend advies gegeven :

I.

L'article 1er, § 2, du projet dispose que "pour l'exécution de l'article 11 de la loi du 14 juillet 1955, les revenus cadastraux nouveaux sont établis comme ils auraient dû l'être si la péréquation générale des revenus cadastraux avait sorti ses effets au 1er janvier 1956". Cette règle peut déjà être déduite du texte de l'article 11 précité, mais le Gouvernement entend préciser sans équivoque la dérogation qui a été apportée à l'application de l'article 2, 7°, de la loi du 14 juillet 1955 (nouvel article 5, § 5, a, des lois coordonnées), selon lequel le revenu cadastral des types est fixé en fonction du marché immobilier du premier semestre de l'année qui précède celle pour laquelle les résultats de la péréquation cadastrale servent de base à la perception de la contribution foncière.

Le Conseil d'Etat estime que la disposition énonçant cette dérogation gagnerait à être fusionnée avec l'alinéa 2 du paragraphe premier.

II.

Alors que les paragraphes 1er et 2 de l'article 1er constituent des dispositions indépendantes, le paragraphe 3 du même article modifie les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus. Il devrait faire l'objet d'un article distinct du projet.

.../...

III.

L'article 2, 2°, du projet introduit dans l'article 33, § 1er, des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus une disposition reprenant les termes de l'article 4, § 1er, alinéa 3, des lois coordonnées relatives à la contribution nationale de crise, qui est abrogé d'autre part.

Le texte ne peut être repris sans les adaptations convenables. Il doit, en effet, être tenu compte qu'en vertu de l'article 14 de la loi du 27 juin 1956, la Société nationale du logement est habilitée à construire des habitations et que l'article 22 de la même loi a prévu que les sociétés d'habitations ouvrières qui ne sont pas agréées par la Société nationale du logement perdent les avantages fiscaux qui leur ont été attribués. Il conviendrait, dès lors, de prévoir dans le texte qui sera inséré à l'article 33 que le taux réduit de 2 p.c. s'appliquera aux habitations appartenant aussi bien à la Société nationale du logement qu'aux sociétés que celle-ci agrée, tandis que le bénéfice de ce taux sera enlevé aux sociétés de construction agréées par la Caisse générale d'épargne et de retraite.

Un autre facteur doit encore être pris en considération en ce qui concerne la réduction de la contribution foncière.

.../...

Si l'on se réfère à l'article 14 de la loi du 27 juin 1956, la Société nationale du logement et ses sociétés agréées peuvent construire des habitations sociales destinées à être louées moyennant loyers modérés à des personnes de condition modeste, mais elles peuvent aussi construire des immeubles d'intérêt social ou collectif dont la présence est nécessaire au sein d'un ensemble d'habitations sociales, par exemple des magasins, une pharmacie, une maison de médecin. Ces immeubles ne sont généralement pas construits au moyen des capitaux à intérêts réduits, destinés au logement social; ils sont loués à des prix normaux et il n'est pas exigé que les locataires soient des personnes de condition modeste. En l'absence de renseignements quant aux intentions du Gouvernement, le Conseil d'Etat croit pouvoir limiter la portée de l'avantage fiscal aux habitations sociales.

Le même problème se pose à l'égard de la Société nationale de la petite propriété terrienne, dont l'objet social a été modifié dans le sens décrit ci-dessus par l'article 1er de l'arrêté royal du 5 avril 1958.

IV.

La réduction de la contribution foncière de 3 à 2 p.c. accordée aux habitations sociales et aux petites propriétés terriennes, a pour but d'assurer le maintien de l'avantage dont ces immeubles bénéficiaient en matière de contribution nationale de crise.

.../...

On sait que la fusion des deux contributions aura pour conséquence une revision du nombre de centimes additionnels qui devront, en principe, se calculer désormais en raison inverse du coefficient moyen de péréquation cadastrale pour la province ou la commune considérée, lequel coefficient doit être réduit de moitié pour tenir compte de l'abaissement du taux de la contribution foncière de 6 à 3 p.c. Ainsi, une commune, au sein de laquelle les revenus cadastraux auraient été portés, en moyenne, au quadruple, serait appelée à réduire ses centimes additionnels de moitié.

Le rendement des centimes additionnels risque, toutefois, de se trouver faussé par la réduction de la contribution foncière appliquée par le projet aux habitations sociales et petites propriétés terriennes, alors que, jusqu'ici, la réduction de la contribution nationale de crise n'avait pas d'influence sur la base d'imposition des centimes additionnels.

Si l'on n'entend pas modifier la situation actuelle, c'est-à-dire imposer le même impôt provincial et communal sur les habitations sociales et les petites propriétés terriennes que sur les autres immeubles, nonobstant la variation de la base imposable, il conviendrait de l'énoncer expressément dans le projet.

.../...

V.

L'article 2, 4°, ajoute un paragraphe 3 à l'article 33 des lois coordonnées , dans le but d'éviter toute extension de la portée des clauses conventionnelles qui mettent l'impôt foncier à charge du locataire. Pareilles clauses ne peuvent avoir effet, dans le régime actuel, qu'à l'égard de la contribution foncière et des centimes additionnels. Elles sont inopérantes en ce qui concerne la contribution nationale de crise qui, en vertu de l'article 4, § 1er, alinéa 4, des lois coordonnées relatives à cette contribution, ne peut jamais être mise à la charge des locataires, nonobstant toute convention contraire.

Comme le projet incorpore la contribution nationale de crise à la contribution foncière pour un tiers de celle-ci, il prévoit logiquement que le locataire ne peut être tenu de supporter que les deux tiers de la nouvelle contribution foncière, lorsque la convention aura été conclue sous l'empire des anciennes dispositions, c'est-à-dire avant le 1er janvier 1961.

La rédaction du nouveau texte pourrait toutefois faire croire que la réduction aux deux tiers des obligations conventionnelles du locataire s'applique à toutes les impositions foncières. Telle n'est pas l'intention du Gouvernement. Aussi s'indique-t-il de préciser dans le texte que cette réduction ne s'applique pas aux centimes additionnels qui resteront à charge du locataire, lorsque celui-ci s'est engagé à supporter l'ensemble de la contribution foncière.

.../...

VI.

L'article 40, alinéa 1er, des lois coordonnées indique, sous a, b, c, les revenus des propriétés foncières qui doivent être déclarés à l'impôt complémentaire personnel.

L'article 3, § 1er, du projet tend à introduire, après cette énumération, un nouvel alinéa 2 qui modifie la portée du littera a. Une meilleure concentration des textes serait obtenue si l'on se bornait à compléter ce littera, sans créer un alinéa nouveau dans l'article.

VII.

L'article 3, § 2, du projet impose le doublement du revenu cadastral qui servira de base à la perception de l'impôt complémentaire personnel de l'exercice 1961. Cette disposition indépendante, de nature temporaire, devrait faire l'objet d'un article distinct et être reportée à la fin du projet, de manière à laisser groupées les modifications apportées aux lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus.

.../...

VIII.

L'article 5 du projet modifie l'article 52 des lois coordonnées, notamment en ses paragraphes 2 et 4. A cette occasion, la règle de la déduction des impôts cédulaires opérée sur les revenus déjà taxés, qui figure au paragraphe 2, pourrait être transférée au paragraphe 4 qui contient déjà l'indication des charges et frais à déduire des revenus déjà taxés.

Compte tenu de ces observations, le Conseil d'Etat propose le texte suivant qui contient également quelques modifications de forme qui n'appellent pas de commentaire :

Article 1er.-

Les modifications apportées par la loi du 14 juillet 1955 aux lois relatives aux impôts sur les revenus, coordonnées le 15 janvier 1948, ont effet à partir de l'exercice 1961.

Les revenus cadastraux nouveaux établis conformément à l'article 11 de la loi du 14 juillet 1955 en fonction du marché immobilier du premier semestre de 1955, serviront de base à la contribution foncière à partir de l'exercice 1961.

.../...

Article 2.-

L'article 6, § 1er, alinéa 2, des lois relatives aux impôts sur les revenus, coordonnées le 15 janvier 1948, abrogé par l'article 3, 1°, de la loi du 14 juillet 1955, est rétabli dans la rédaction suivante :

"La prochaine péréquation générale sera opérée de manière que ses résultats servent de base à la contribution foncière à partir de l'exercice 1976".

Article 3.-

L'article 33 des mêmes lois coordonnées, modifié par l'article 9 de la loi du 14 juillet 1955, est modifié comme suit :

1° au § 1er, alinéa 1er, le chiffre "6 p.c." est remplacé par "3 p.c.';

2° au § 1er, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1er et 2 :

"Ce taux est réduit à 2 p.c. pour les habitations sociales appartenant à la Société nationale du logement ou aux sociétés agréées par elle, pour les propriétés des commissions d'assistance publique louées au titre d'habitations sociales et pour les petites propriétés terriennes appartenant à la Société nationale de la petite propriété terrienne ou aux sociétés agréées par elle";

.../...

3° au § 1er, alinéa 2, a, les chiffres "1.500", "2.000" et "3.000" sont remplacés respectivement par les chiffres "5.250", "7.000" et "10.500";

4° il est ajouté un § 3 rédigé comme suit :

"§ 3. Lorsqu'en vertu d'une convention conclue avant le 1er janvier 1961, la contribution foncière est mise à charge du locataire, celui-ci ne peut, nonobstant toute disposition contraire de cette convention, être tenu de supporter plus des deux tiers de ladite contribution. Cette restriction ne s'applique pas aux centimes additionnels, provinciaux et communaux".

Article 4.-

A l'article 40 des mêmes lois coordonnées, l'alinéa 1er, a, modifié par l'article 20, § 1er, de la loi du 8 mars 1951, est remplacé par le texte suivant :

"a) le revenu servant de base à la contribution foncière de l'année antérieure pour les biens situés en Belgique, à l'exclusion du revenu afférent aux immeubles ou parties d'immeubles que le contribuable a affectés à l'exercice de son activité professionnelle".

Article 5.-

A l'article 49bis, § 1er, A, des mêmes lois coordonnées, modifié par l'article 25 de la loi du 8 mars 1951, les mots "et contribution nationale de crise sur les revenus d'immeubles" sont supprimés.

.../...

Article 6.-

L'article 52 des mêmes lois coordonnées est modifié comme suit :

1° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

"§ 2. Sont considérés comme revenus déjà taxés, les revenus des éléments d'actif, fussent-ils imposés à un taux réduit ou légalement exonérés de tout impôt cédulaire.

Ne sont pas considérés comme revenus déjà taxés :

a) le revenu cadastral des immeubles;
b) les intérêts de créances et de dépôts à caractère professionnel visés à l'article 18".

2° au § 3, modifié par l'article 27 de la loi du 8 mars 1951 :

a) à l'alinéa 1er, les mots "Les revenus cités aux litteras a et b du § 2" sont remplacés par les mots "Les revenus visés au § 2";
b) à l'alinéa 2, a, les mots "d'immeubles", sont supprimés;

3° au § 4, le littera b est remplacé par le texte suivant :

"b) de leur quote-part proportionnelle dans les frais généraux d'administration; c)de la taxe mobilière afférente à ces revenus";

4° il est inséré un § 9 bis libellé comme suit :

" ... texte du projet du Gouvernement ...".

.../...

Article 7.-

Sans préjudice à l'application de l'article 40, alinéa 1er, a, des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, tel qu'il est modifié par la présente loi, le revenu des propriétés foncières visé à ce littera est doublé pour déterminer le revenu global imposable à l'impôt complémentaire personnel de l'exercice 1961.

Article 8.-

L'article 1er de la loi du 10 juin 1928 encourageant la construction de nouvelles habitations par la remise temporaire de la contribution foncière, modifié par l'article 6 de l'arrêté royal n° 199 du 11 août 1935, et par l'article 2 de l'arrêté royal n° 271 du 30 mars 1936, par l'article 2 de la loi du 22 juillet 1939 et par les articles 15 et 23, 3°, de la loi du 27 juin 1956, est modifié comme suit :

"1° au § 1er, alinéa 1er, les chiffres "1.500", "2.000" et "3.000" sont remplacés respectivement par "5.250", "7.000" et "10.500";

2° au § 2, le chiffre "500" est remplacé par "1.750".

Article 9.-

Dans les lois non visées aux articles précédents, pour l'application desquelles le revenu cadastral des propriétés foncières est pris en considération, le Roi peut, compte tenu des résultats de

.../...

la péréquation générale des revenus cadastraux, remplacer les montants de revenu cadastral qui y sont actuellement prévus.

Article 10.-

Sont abrogés :

1° l'article 4 des lois relatives à la contribution nationale de crise coordonnées le 16 janvier 1948, modifié par l'article 33, 2°, de la loi du 8 mars 1951, par l'article 6 de la loi du 27 juillet 1953 et par l'article 13 de la loi du 27 juin 1956;

2° l'article 9 de la loi du 30 mai 1949 instaurant des mesures exceptionnelles et interprétatives en matière d'impôts directs.

Article 11.-

La présente loi est applicable :

1° en ce qui concerne les articles 3, 4, 5, 6 et 10 à partir de l'exercice 1961.

Toutefois :

a) l'article 4 n'est applicable qu'à partir de l'exercice 1962, dans les cas où le revenu global imposable à l'impôt complémentaire personnel pour l'exercice 1961 comprend les revenus professionnels qui se rapportent à l'exercice comptable clôturé à une date antérieure au 31 décembre 1960 et qui ont été imposés à la taxe professionnelle au titre de l'exercice 1960;

.../...

b) pour l'application de l'article 6, 4°, la contribution nationale de crise connexe à la contribution foncière de l'exercice 1960 sera assimilée à cette dernière contribution;

2° en ce qui concerne l'article 8, aux immeubles pour lesquels la remise décennale de la contribution foncière prend cours à partir du 1er janvier 1961.

...

...

---

I.

Artikel 1, tweede lid, van het ontwerp bepaalt, dat "voor de uitvoering van artikel 11 van de wet van 14 juli 1955 de nieuwe kadastrale inkomens vastgesteld zijn zoals ze hadden moeten vastgesteld zijn indien de algemene perekwatie in voege was getreden op 1 januari 1956". Uit de tekst zelf van dat artikel 11 kan die regel al worden afgeleid. De Regering wil echter een ondubbelzinnige omschrijving geven van de afwijking, die artikel 11 reeds bevat ten opzichte van de toepassing van artikel 2, 7°, van de wet van 14 juli 1955 (nieuw artikel 5, § 5, a, van de gecoördineerde wetten), volgens hetwelk "het kadastraal inkomen der typen wordt bepaald in functie van de markt der onroerende goederen van het eerste semester van het jaar voorafgaand aan datgene waarvoor de uitkomsten der algemene perequatie of der buitengewone herziening tot grondslag van de inning van de grondbelasting dienen".

De Raad van State is van oordeel, dat de bepaling waarin die afwijking wordt neergelegd, beter met het tweede lid van paragraaf 1 wordt verwerkt.

II.

Terwijl de eerste en de tweede paragraaf van artikel 1 op zichzelf staande bepalingen zijn, is de derde paragraaf van hetzelfde artikel een wijziging van de gecoördineerde wetten betreffende de inkomstenbelastingen. Het zou dus een afzonderlijk artikel van het ontwerp moeten worden.

.../...

III.

Artikel 2, 2°, van het ontwerp voegt in artikel 33, § 1, van de gecoördineerde wetten betreffende de inkomstenbelastingen een bepaling in, waarin de tekst van het verder opgeheven artikel 4, § 1, derde lid, van de gecoördineerde wetten op de nationale crisisbelasting wordt overgenomen.

Die tekst kan niet zonder de nodige aanpassing worden overgenomen. Er moet immers rekening mee worden gehouden, dat de Nationale Maatschappij voor de huisvesting krachtens artikel 14 van de wet van 27 juni 1956 gemachtigd is tot het bouwen van woningen, terwijl artikel 22 van die wet bepaalt, dat de maatschappijen voor arbeiderswoningen die niet erkend zijn door de Nationale Maatschappij voor de huisvesting, de hun verleende fiscale voordelen verliezen. In de tekst die in artikel 33 zal worden ingevoegd, zou dan ook moeten worden bepaald, eensdeels dat de verlaagde belastingvoet van 2 t.h. geldt zowel voor de woningen van de Nationale Maatschappij voor de huisvesting als voor die van de maatschappijen welke door deze laatste zijn erkend, en anderdeels dat de bouwmaatschappijen, erkend door de Algemene Spaar- en Lijfrentekas, het voordeel van die belastingvoet niet meegenieten.

Voor de vermindering van de grondbelasting moet ook nog met een andere factor rekening worden gehouden.

.../...

Volgens artikel 14 van de wet van 27 juni 1956 kunnen de Nationale Maatschappij voor de huisvesting en de door haar erkende maatschappijen naast volkswoningen bestemd om tegen een lage prijs aan weinig gegoeden te worden verhuurd, ook gebouwen van sociaal of gemeenschappelijk belang oprichten die in een complex van volkswoningen nodig zijn, zoals winkel-, apothekers-, doktershuizen enz... Doorgaans worden die gebouwen niet opgericht met kapitalen tegen lage rentevoet bestemd voor de volkswoningbouw ; ze worden verhuurd tegen een normale prijs en het is ook niet nodig dat de huurders weinig gegoeden zijn. Bij gebrek aan nadere inlichtingen omtrent de bedoeling van de Regering, is de Raad van State van oordeel, dat de fiscale voordelen tot de volkswoningen mogen worden beperkt.

Hetzelfde probleem doet zich voor ten aanzien van de Nationale Maatschappij voor de kleine landeigendom, wier sociaal doel door artikel 1 van het koninklijk besluit van 5 april 1958 in de hierboven aangegeven zin is gewijzigd.

IV.

Door de grondbelasting voor de volkswoningen en de kleine landeigendommen van 3 tot 2 t.h. te verminderen,wil men het voordeel behouden dat die goederen inzake nationale crisisbelasting genoten.

.../...

Zoals bekend, zal de samenvoeging van beide belastingen een herziening van het aantal opcentiemen ten gevolge hebben. In beginsel zullen deze voortaan moeten worden berekend in omgekeerde verhouding tot de gemiddelde kadastrale perckwatiecoëfficiënt voor de betrokken provincie of gemeente, en die coëfficiënt moet met de helft worden verminderd om rekening te houden met de verlaging van de grondbelasting van 6 tot 3 t.h. Zo bijvoorbeeld zou een gemeente waar het kadastraal inkomen gemiddeld tot het viervoudige wordt opgevoerd, haar opcentiemen met de helft moeten verminderen.

Door de vermindering van de grondbelasting die het ontwerp wil toestaan voor volkswoningen en kleine landeigendommen, dreigt echter de opbrengst van de opcentiemen vervalst te worden, daar de tot dusver toegestane vermindering van de nationale crisisbelasting geen invloed had op de belastingvoet van die opcentiemen.

Wil men in de huidige toestand geen wijziging brengen en dus, niettegenstaande de verandering van de belastingsgrondslag, op de volkswoningen en kleine landeigendommen dezelfde provincie- en gemeentebelasting heffen als op de andere onroerende goederen, dan zou dit in het ontwerp uitdrukkelijk moeten worden aangegeven.

.../...

V.

Artikel 2, 4°, voegt aan artikel 33 van de gecoördineerde wetten een paragraaf 3 toe om te voorkomen, dat de strekking van bedingen die de grondbelasting voor rekening van de huurder brengen, nog wordt verruimd. Soortgelijke bedingen kunnen onder de huidige regeling alleen uitwerking hebben ten aanzien van de grondbelasting en de opcentiemen, maar niet ten aanzien van de nationale crisisbelasting, die krachtens artikel 4, § 1, vierde lid, van de gecoördineerde wetten op die belasting nooit ten laste van de huurder mag komen, niettegenstaande elk strijdig beding.

Daar het ontwerp de nationale crisisbelasting in de grondbelasting opneemt tot een bedrag van één derde van deze laatste, is het logisch te bepalen, dat de huurder, wanneer de overeenkomst gesloten is onder de gelding van de vroegere bepalingen, dit wil zeggen vóór 1 januari 1961, slechts verplicht kan worden twee derde van de nieuwe grondbelasting te dragen.

De nieuwe tekst zoals het ontwerp hem geeft, kan echter de indruk wekken, dat voor alle heffingen op gronden de conventionale verplichtingen van de huurder tot twee derde worden verminderd.

Dit is echter niet de bedoeling van de Regering. In de tekst moet dan ook nader worden bepaald, dat de vermindering niet geldt voor de opcentiemen die ten laste van de huurder blijven, wanneer hij de verbintenis heeft aangegaan de gehele grondbelasting op zich te nemen.

.../...

VI.

Artikel 40, eerste lid, van de gecoördineerde wetten bepaalt onder a, b en c, welke inkomsten uit grondeigendommen in de aanvullende personele belasting moeten worden aangegeven.

Artikel 3, § 1, van het ontwerp voegt na die opsomming een nieuw tweede lid in dat de draagwijdte van de tekst onder a wijzigt. Een sluitender tekst zou worden bereikt als men de bepalingen onder a aanvulde, in plaats van in het artikel een nieuw lid in te voegen.

VII.

Artikel 3, § 2, van het ontwerp voorziet in de verdubbeling van het kadastraal inkomen dat tot grondslag zal dienen voor de heffing van de aanvullende personele belasting over het dienstjaar 1961. Deze alleenstaande tijdelijke bepaling zou een afzonderlijk artikel moeten vormen, aan het slot van het ontwerp, zodat de wijzigingen in de gecoördineerde wetten betreffende de inkomstenbelastingen samen blijven.

VIII.

Artikel 5 van het ontwerp wijzigt artikel 52 van de gecoördineerde wetten, inzonderheid de paragrafen 2 en 4. Bij deze gelegenheid zou de in paragraaf 2 neergelegde regel betreffende de aftrekking van de cedulaire belastingen van reeds aangeslagen inkomsten kunnen worden overgebracht naar paragraaf 4,

.../...

waarin reeds wordt gezegd welke lasten en kosten van de reeds aangeslagen inkomsten mogen worden afgetrokken.

Met inachtneming van deze opmerkingen stelt de Raad van State de volgende tekst voor, die ook enkele, niet nader te commentariëren vormwijzigingen bevat :

Artikel 1.

De wijzigingen welke de wet van 14 juli 1955 heeft aangebracht in de op 15 januari 1948 gecoördineerde wetten betreffende de inkomstenbelastingen, hebben uitwerking met ingang van het dienstjaar 1961.

De nieuwe kadastrale inkomens, overeenkomstig artikel 11 van de wet van 14 juli 1955 vastgesteld op grond van de markt der onroerende goederen van het eerste semester 1955, zullen met ingang van het dienstjaar 1961 tot grondslag voor de grondbelasting dienen.

Artikel 2.

Artikel 6, § 1, tweede lid, van de op 15 januari 1948 gecoördineerde wetten betreffende de inkomstenbelastingen, opgeheven bij artikel 3, 1°, van de wet van 14 juli 1955, wordt in de volgende lezing hersteld :

.../...

"De volgende algemene perekwatie zal zo worden verricht, dat haar resultaten tot grondslag voor de grondbelasting dienen met ingang van het dienstjaar 1976".

Artikel 3.

Artikel 33 van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij artikel 9 van de wet van 14 juli 1955, wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, eerste lid, wordt het cijfer "6 t.h." vervangen door "3 t.h." ;

2° in § 1 wordt tussen het eerste en het tweede lid een lid ingevoegd, luidend als volgt :

"Deze belastingvoet wordt tot 2 t.h. verminderd voor volkswoningen welke aan de Nationale Maatschappij voor de huisvesting of aan de door haar erkende maatschappijen toebehoren, voor als volkswoningen verhuurde eigendommen van de commissies van openbare onderstand en voor kleine landeigendommen welke aan de Nationale Maatschappij voor de kleine landeigendom of aan de doorhaar erkende maatschappijen toebehoren";

3° in § 1, tweede lid, a, worden de cijfers "1.500", "2.000" en "3.000" onderscheidenlijk vervangen door de cijfers "5.250", "7.000" en "10.500" ;

4° er wordt een § 3 toegevoegd,luidend als volgt :

"§ 3. Wanneer de grondbelasting, krachtens een vóór 1 januari 1961 gesloten overeenkomst, ten laste van de huurder komt, kan de huurder, ondanks

.../...

alle andersluidende bepaling van deze overeenkomst, er niet toe verplicht worden meer dan twee derde van die belasting te dragen. Deze beperking geldt niet voor provinciale en gemeentelijke opcentiemen".

Artikel 4.

In artikel 40 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt het eerste lid, a, gewijzigd bij artikel 20, § 1, van de wet van 8 maart 1951, door de volgende tekst vervangen :

"a) het inkomen dat tot grondslag dient voor de grondbelasting van het vorig jaar voor in België gelegen goederen, met uitsluiting van het inkomen uit onroerende goederen of gedeelten van onroerende goederen welke de belastingplichtige voor de uitoefening van zijn eigen beroepswerkzaamheid heeft bestemd;".

Artikel 5.

In artikel 49bis, § 1, A, van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij artikel 25 van de wet van 8 maart 1951, worden de woorden "en nationale crisisbelasting op de inkomsten uit vaste goederen" geschrapt.

Artikel 6.

Artikel 52 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt gewijzigd als volgt :

.../...

1° paragraaf 2 wordt door volgende bepaling vervangen :

"§ 2. Als reeds aangeslagen inkomsten worden beschouwd, inkomsten uit activabestanddelen, al waren ze naar een verlaagde belastingvoet aangeslagen of wettelijk van alle cedulaire belasting vrijgesteld.

Als reeds aangeslagen inkomsten worden niet beschouwd :

a) het kadastraal inkomen uit onroerende goederen ;
b) de in artikel 18 bedoelde interesten uit schuldvorderingen en deposito's met bedrijfskarakter";

2° in § 3, gewijzigd bij artikel 27 van de wet van 8 maart 1951 :

a) worden in het eerste lid de woorden "De sub litt. a en b van § 2 vermelde inkomsten" vervangen door de woorden "De in § 2 bedoelde inkomsten" ;
b) wordt in het tweede lid, a, het woord "immobiliën" geschrapt ;

3° in § 4 wordt b door de volgende tekst vervangen :

b) met haar evenredig aandeel in de algemene beheerskosten ; c) met de mobiliënbelasting betreffende die inkomsten";

4° een § 9bis wordt ingevoegd, luidend als volgt :

... (tekst van het Regeringsontwerp)...".

.../...

Artikel 7.-

Onverminderd de toepassing van artikel 40, eerste lid, a, van de gecoördineerde wetten betreffende de inkomstenbelastingen, zoals het bij deze wet wordt gewijzigd, wordt het onder die letter bedoeld inkomen uit grondeigendommen verdubbeld voor het bepalen van het globaal inkomen dat belastbaar is in de aanvullende personele belasting van het dienstjaar 1961.

Artikel 8.-

Artikel 1 van de wet van 10 juni 1928 tot bevordering van het bouwen van nieuwe woningen door tijdelijke kwijtschelding van grondbelasting, gewijzigd bij artikel 6 van het koninklijk besluit nr 199 van 11 augustus 1935 en bij artikel 2 van het koninklijk besluit nr 271 van 30 maart 1936, bij artikel 2 van de wet van 22 juli 1939 en bij de artikelen 15 en 23, 3°, van de wet van 27 juni 1956, wordt gewijzigd als volgt :

"1° in § 1, eerste lid, worden de cijfers "1.500", "2.000" en "3.000" onderscheidenlijk vervangen door "5.250", "7.000" en "10.500" ;

2° in § 2 wordt het cijfer "500" vervangen door "1.750".

Artikel 9.-

In de niet onder de voorgaande artikelen genoemde wetten voor welker toepassing het kadastraal inkomen uit grondeigendommen in aanmerking genomen wordt, mag de Koning de daarin thans opgenomen kadastrale inkomstenbedragen vervangen, met inachtneming van de uitkomsten van de algemene perekwatie der kadastrale inkomens.

.../...

Artikel 10.-

Opgeheven worden :

1° artikel 4 van de op 16 januari 1948 gecoördineerde wetten betreffende de nationale crisisbelasting, gewijzigd bij artikel 33, 2°, van de wet van 8 maart 1951, bij artikel 6 van de wet van 27 juli 1953 en bij artikel 13 van de wet van 27 juni 1956 ;

2° artikel 9 van de wet van 30 mei 1949 houdende exceptionele en interpretatieve maatregelen inzake directe belastingen.

Artikel 11.-

Deze wet is van toepassing :

1° wat de artikelen 3, 4, 5, 6 en 10 betreft, met ingang van het dienstjaar 1961.

Nochtans :

a) vindt artikel 4 eerst toepassing met ingang van het dienstjaar 1962, in de gevallen waar het globaal inkomen, dat in de aanvullende personele belasting over het dienstjaar 1961 belastbaar is, de bedrijfsinkomsten omvat die verband houden met het boekjaar dat afgesloten is op een datum vóór 31 december 1960 en die in de bedrijfsbelasting werden aangeslagen over het dienstjaar 1960 ;

.../...

b) voor de toepassing van artikel 6, 4°, zal de aan de grondbelasting over het dienstjaar 1960 verbonden nationale crisisbelasting gelijkgesteld worden met de grondbelasting ;

2° wat artikel 8 betreft, op onroerende goederen waarvoor de tienjaarlijkse vrijstelling van de grondbelasting ingaat op 1 januari 1961 .

...

...

---

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

P. ANSIAUX, assesseurs de la section de législation,
P. DE VISSCHER, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G.PIQUET, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) C. ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.